

Événement spécial consacré à l'invasion en Ukraine : Aspects militaires et stratégiques

Compte-rendu rédigé par François Citton

Depuis que l'armée russe a commencé à envahir l'Ukraine, et tandis qu'un sommet des chefs d'Etats européens se réunit à Versailles les 10 et 11 mars, de nombreuses questions émergent et restent sans réponses, dans l'incertitude et le chaos de la guerre : Les troupes ukrainiennes peuvent-elles résister à l'invasion, et pour combien de temps ? Face à cette invasion et à l'inquiétante détermination de Vladimir Poutine, que doivent et peuvent faire les pays européens ? Est-ce la fin de la paix en Europe ? Pour répondre à ces questions, nous accueillons dans le premier temps de cette table-ronde au format particulier le panel suivant:

- **Anna Colin-Lebedev**, maîtresse de conférence en science politique ;
- **Joseph Henrotin**, chercheur à l'Institut de Stratégie Comparée, auteur de *Précis de stratégie militaire* ;
- **Florent Parmentier**, secrétaire général du CEVIPOF, auteur de "Le futur de la guerre en Ukraine est-il en Moldavie ?".
- La modération était assurée par **Alexandre Jubelin**.

Quelle est la situation militaire sur le plan actuel (8 mars au soir). Il apparaissait que la première phase de l'opération russe visait la tête, c'est-à-dire la décapitation de l'État ukrainien. Cette phase a échoué. Maintenant, nous sommes entrés dans une deuxième phase. Pourquoi est-ce que cette première phase a échoué ? Dans quelle mesure l'armée russe est-elle toujours dans cette situation surprenante d'échec ?

Pour **Joseph Henrotin**, la question alimentera beaucoup d'articles et d'ouvrages. La force armée engagée par la Russie est relativement petite : 200 000 hommes. Son engagement reposait sur le principe d'un effondrement rapide et de la fragmentation de l'État ukrainien. Cela ne s'est pas produit. Face à bloc ukrainien au contraire plus compact, plus résilient, la pénétration des forces russes prend différents atours. La progression générale est ralentie du fait de problèmes logistiques, mais aussi en raison de dysfonctionnements plus profonds, notamment en ce qui concerne la gestion des exercices d'entraînement. La phase avant la mobilisation, de montée en puissance de l'armée russe, s'était plutôt bien déroulée. Ensuite, il a suivi une phase de manœuvre de grande ampleur, impliquant beaucoup de grandes unités - et c'est durant cette phase que les choses se sont mal passées. Son résultat a été une avance inégale des forces russes, imposant une pause stratégique des opérations afin de resynchroniser les forces armées. Les mouvements des derniers jours pointent surtout vers une tentative de l'armée russe de renforcer ses lignes de communication, qui se sont étirées avec l'offensive. Les Russes se retrouvent dans une situation inextricable : ils ont indubitablement réalisé des progrès mais derrière ceux-ci se cache le problème de la prise des villes ukrainiennes. Pour le moment, ils le contournent. De même, la question de l'imposition et du maintien de l'ordre dans les régions occupées se pose. In fine, le dispositif est bien avancé et cause des dommages à l'armée ukrainienne mais la longueur de ses lignes de communication, la baisse du moral, l'entravement des

grandes manœuvres et la résistance ukrainienne rendent les opérations plus complexes que prévues. Si les forces ukrainiennes n'occupent le terrain que de manière limitée, elles imposent une guerre d'attrition. Les grandes unités ukrainiennes, non encore engagées, rendent caducs les fondements de l'opération russe. De ce fait, les Russes sont enfermés dans une stratégie de violence et de destruction des villes, stratégie compliquée par leurs problèmes logistiques.

Il apparaît clair que la résistance ukrainienne a surpris. C'est l'élément déclencheur de cette longueur et de ces difficultés russes. Qu'est-ce qui, du côté russe, a été mal anticipé ? À quoi Poutine ne s'attendait-il pas ? Qu'est-ce qui explique l'échec du premier volet de ce plan ?

Pour **Anna Colin-Lebvedev**, la question est complexe. Puisque que nous ne savons pas comment le pouvoir russe a préparé cette attaque, il est difficile d'estimer quelles sont les réalités qui n'ont pas été prises en compte. On voit d'emblée que la situation sur le terrain est évidente pour quiconque a bien observé la société ukrainienne et ses mutations depuis les dix dernières années : il n'y avait pas besoin d'avoir des services de renseignement performants pour anticiper la résistance des Ukrainiens, dans la mesure où le véritable conflit armé a commencé pour eux il y a huit ans. Depuis tout ce temps, la société ukrainienne se préparait donc militairement, mais aussi psychologiquement, à l'éventualité d'une guerre de grande ampleur, par l'acquisition de savoir-faire spécifiques, notamment par la participation volontaire des civils, leur soutien aux actions de l'armée ou leur place sur le front. Tous ces réflexes acquis n'attendaient qu'à être réactivés, de sorte que dès le départ, les Ukrainiens connaissaient leurs rôles dans les structures de défense, leur engagement éventuel dans un bataillon, un projet logistique ou de défense... Il est probable que la préparation morale à ce conflit armé ait été sous-estimée, comme en témoigne le projet utopique des Russes selon lequel leur armée serait accueillie en libératrice. Au contraire, tout indiquait que la société ukrainienne s'était unifiée autour de l'idée d'une résistance à l'agression russe, et la population civile n'a pas été prise au dépourvu, même si elle a été choquée.

Plus globalement, le volet civil de la résistance ukrainienne s'appuie sur un volet militaire. Comment, depuis 2014, l'armée ukrainienne s'est-elle modernisée ? Peut-elle durer dans cette guerre de haute intensité ?

Pour **Joseph Henrotin**, la résistance de l'armée ukrainienne est une très bonne surprise. Beaucoup de voix se sont élevées pour souligner les faiblesses et les lenteurs de la réforme de l'armée ukrainienne entreprise en 2014, celle-ci étant restée ancrée dans une doctrine soviétique. Elle a connu des problèmes en termes d'approvisionnement ou de munitions. Entre 2014 et 2021, il faut souligner que les Russes ont fait sauter 210 000 tonnes d'explosif, par exemple en République Tchèque. C'est trois fois plus que l'entièreté de la consommation ukrainienne durant la guerre de 2014. La vision portée sur l'armée ukrainienne était assez négative, elle était perçue comme une armée de manœuvre, centrée sur les grandes unités. En réalité, il y a eu en amont une vraie réflexion sur la manière de les engager et de les articuler avec des guérillas territoriales et des apports extérieurs substantiels - plus de 20 000 missiles, qui permettent de bien armer des groupes très mobiles qui peuvent utiliser ces équipements afin d'infliger de lourds dégâts à l'armée russe. L'armée ukrainienne est ainsi

organisée selon une forme hybride, mêlant techno-guérilla sur le terrain faisant remonter les renseignements, unités régulières notamment d'artillerie, et forces blindés mécanisées. C'est une surprise : elle est économe de ses forces, communique en respectant sa sécurité opérationnelle et est capable de tenir. Le conflit est indécis et bien malin celui qui pourra en prévoir l'issue.

Si on se décentre et qu'on regarde l'évolution du conflit, on voit les difficultés russes mais aussi leur progression au Sud, autour de Marioupol ou d'Odessa. Comment se prépare-t-on à la guerre dans ces régions-là ? Que se passe-t-il en Moldavie, par exemple ? Doit-on s'attendre à un rouleau compresseur russe ou à un essoufflement de l'offensive ?

Pour **Florent Parmentier**, c'est une question importante, car la Moldavie joue un rôle nouveau : c'est un petit État de 2,8 millions d'habitants (4,3 millions à l'indépendance), qui a connu un conflit séparatiste en 1992 aux répercussions importantes sur la suite de son histoire. D'abord, de par sa constitution, la Moldavie est un État neutre, elle ne peut pas adhérer à l'OTAN - ce qui n'est pas anecdotique. Elle ne peut pas non plus héberger de soldats étrangers. Or, elle accueille à ses dépens la XIVe armée russe (1 500 hommes) en Transnistrie à la suite du conflit séparatiste qui a eu pour origine le contrôle de cette région peuplée pourtant comme le reste du pays. Ce conflit, cependant, est marqué par une animosité réciproque faible.

Quel impact a l'avancée russe sur la société moldave ? Incontestablement, la tension monte. Il règne en Moldavie un mélange d'anxiété et de diplomatie. Le pays exprime un soutien très clair à l'Ukraine, souhaite le respect de sa souveraineté et condamne l'agression russe. Dans le même temps, et comme la Géorgie, le pays n'a pas suivi les sanctions européennes. Ce qui est certain dans cette guerre, en tout cas, c'est que la Moldavie accueille 100 000 personnes, l'équivalent de 4% de sa population, soit deux fois plus que la Pologne alors que son PIB par habitant est quatre fois inférieur.

Si on bascule à nouveau de l'autre côté de la frontière, on peut s'interroger : quel est l'impact du temps sur la société ukrainienne ? Préparation pour réagir ? Mais dans la deuxième phase du conflit, comment la montée vers une plus haute intensité du conflit touche-t-elle la société ukrainienne ? Tiraillements ? Idée qu'il faut s'arrêter avec la guerre ?

Pour **Anna Colin-Lebedev**, le temps va très vite, mais il est frappant de voir la détermination des Ukrainiens à vouloir rester et se battre. Elle ajoute que l'angoisse de la population ne vient pas tant de la proximité du front, que du projet de Vladimir Poutine de bâtir une "grande Russie" dont les frontières couvriraient tous les territoires où il y a des russophones.

L'invasion a également une dimension militaire : que veulent les armées russes ? Pour le moment, elles ne s'arrêtent pas. A l'heure actuelle, peut-on deviner les intentions militaires, donc politiques, de Vladimir Poutine ?

Pour **Joseph Henrotin**, c'est une très vaste question. On peut se fonder sur la distinction classique entre intentions et possibilités. Les intentions militaires de Poutine sont difficiles à cerner, dès lors qu'il semble avoir décidé de tourner le dos à son premier cercle et où il y a

déconnexion entre ses projets politiques et stratégiques d'une part, et le réel d'autre part. Prenons plutôt ses possibilités : environ 50% des forces russes sont engagées, cela laisse donc encore 50% en réserve ; cependant, la phase de montée en puissance a duré plusieurs mois ce qui suppose une mobilisation vaste sur le temps long. Surtout, il faut prendre en compte le fait que cette réserve sert aussi à relever l'armée actuellement engagée. Compte tenu des signes de faiblesse et de démoralisation de l'armée russe, cette réalité est à prendre en compte. De nombreux témoignages de soldats soulignent qu'ils n'ont été mis au courant que tard. Beaucoup sont des conscrits. Cela a des effets dévastateurs sur le conflit.

D'après de récentes déclarations de Poutine, il n'y a pas de conscrits en opération. Est-ce possible de les engager ?

Anna Colin-Lebedev acquiesce ; **Joseph Henrotin** ajoute qu'on ne sait pas grand-chose des rumeurs selon lesquelles les conscrits auraient été forcés de signer un contrat d'engagement. Il revient pour lui aux historiens d'établir la part des choses. **Anna Colin-Lebedev** renchérit en soulignant que la question présente est de faire baisser le niveau d'inquiétude de la population vis-à-vis de cette guerre. On dispose en effet d'éléments datant de 2014 montrant que des corps d'armées théoriquement absents du champ de bataille participaient en fait aux opérations en faisant signer aux soldats des contrats de congés, disposant qu'ils combattaient sous leur responsabilité... La pratique d'utiliser des conscrits est globalement répandue et on ne peut l'exclure. De nombreux comités de mères de soldats, ainsi que les soldats ukrainiens qui ramassent les papiers d'identité des morts, ont pu documenter le fait que beaucoup d'entre eux étaient jeunes, avaient 18, 19 ou 20 ans seulement.

Cette question nous amène vers les perspectives futures : qu'est-ce qui peut arrêter Vladimir Poutine ? Ses buts de guerre sont flous, et la position de la négociation semble de plus en plus forte. Qu'est-ce qui peut changer : le rapport de force sur le terrain ? L'opinion publique ?

Florent Parmentier commence par ajouter deux points avant de répondre sur les conscrits. Il trouve frappante la séquence du lundi 21 février, jour où le chef de l'État russe a filmé et diffusé un conseil de sécurité. Sa manœuvre était de contraindre ceux présents à se rendre complice de ce qui va suivre et à ne pas se dédire. Cette décision de Poutine contre son appareil d'État était risquée, elle est révélatrice de sa pratique du pouvoir. Le second point mis en avant concerne l'analyse de l'armée russe, vue comme un bloc monolithique efficace. Les échecs des tentatives d'assassinat de Zelensky (d'après ses dires), grâce à des informations apparemment venant des services secrets russes, souligne les tensions internes au pays.

Sur cette équation stratégique et ce qui pourrait pousser Poutine aux négociations Raspoutitsa¹ ?

¹ Au printemps, dégel du sol, qui devient boueux et impraticable pour les véhicules en dehors des grands axes.

Pour **Joseph Henrotin**, le pivot des demandes russes semble changer. Celles-ci ne se concentreraient plus sur le désarmement ukrainien mais sur la garde du Donbass et la Crimée. Peut-être ces annonces sont-elles une feinte, mais compte tenu de l'état de l'armée russe, de son moral, de sa combativité, de ses problèmes logistiques et enfin du sixième front intérieur contre la guerre, il semble que cette sortie de crise n'est pas impossible à envisager. De même, on ne peut pas exclure le coup d'État. La question de la pérennité du pouvoir de Poutine se pose, mais aussi celle des changements dans l'organisme politique russe. L'avancée limitée, mais réelle, des troupes russes, va également poser *de facto* la question des effectifs et des objectifs. Poutine avait une vision simpliste, il s'est pris les pieds dans le tapis et il n'est pas certain que lui-même ait une vision plus claire depuis.

L'opinion publique russe peut-elle mettre Poutine en difficulté ?

Anna Colin-Lebedev fait deux remarques. Il faudrait prendre en compte, d'une part, l'échec de la plupart des analystes à anticiper cette attaque russe de grande ampleur. Cet échec tient au fait que le mode de raisonnement utilisé, le calcul coûts (énormes) contre bénéfices (incertains), ne semble pas adapté. Il n'est pas sûr que Poutine soit revenu à un tel calcul, de sorte que la fuite en avant est possible, car Poutine est dans l'accomplissement d'une mission - peut-être suicide. D'autre part, le pouvoir considère qu'il n'a pas à écouter la société russe, et il se contente de la façonner. Il n'est pas effrayé par les manifestations et n'est pas susceptible pour l'heure de vaciller. En revanche, les acteurs économiques et politiques, comme les oligarques, qui tenaient à la prospérité, ont ressenti l'onde de choc. Il ne faut pas observer leurs stratégies directes de protestation, mais plutôt celles de pression, de contournement, qui sont difficiles à anticiper. Les conséquences immédiates et rapides des sanctions vont faire bouger la tectonique des plaques de la société russe.

Florent Parmentier conclut cette séance en reprenant la formule de « la guerre entre le frigo et le téléviseur ». Le téléviseur présentait, en 2014, l'arrivée triomphante dans Sébastopol, Kharkiv... contre la réalité de la vie quotidienne, faite de privations. Ici, il est sous contrôle, il évoque une "opération spéciale". De l'autre, le frigo : il sera beaucoup plus vide qu'en 2014. Il est frappant de voir le pouvoir russe penser qu'on peut casser le thermomètre, et de fait, la plupart de la presse qui a émergé à la fin de la perestroïka est en train de disparaître. On aura des surprises, mais on ne sait pas comment, ni quand. La question de la temporalité va être cruciale et il faudra la résoudre.

Événement spécial consacré à l'invasion en Ukraine : Les réactions européennes

Compte-rendu rédigé par Thérèse d'Orléans

Face à l'entrée en Ukraine des troupes russes, la surprise a été grande en Europe. Dans le chaos de la guerre, de nombreuses questions émergent et demeurent sans réponses. Prenant la suite du premier panel de ce mardi 8 mars sur les aspects militaires et stratégiques, le deuxième panel s'interroge sur le rôle des pays européens. Que peuvent et que doivent faire l'Union européenne et les pays limitrophes de l'Ukraine ? Est-ce la fin de la paix en Europe ? Dans ce deuxième panel, avec **Gilles Gressani**, directeur du *Grand Continent* à la modération, nous avons eu la chance d'accueillir à l'École normale supérieure :

- **Clément Beaune**, Secrétaire d'Etat aux affaires européennes ;
- **Sylvie Kauffmann**, directrice éditoriale au *Monde* ;
- **Mark Leonard**, président de l'*European Council on Foreign Relations*, auteur dans *Le Grand Continent* de "L'ère de l'a-paix", qui synthétise son dernier livre *The Age of Unpeace* ;
- **Michaela Wiegel**, correspondante de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* à Paris.

Clément Beaune commence la discussion en rappelant que nous devons prendre du recul dans cette période d'urgence et d'émotion. Il s'agit de tirer quelques leçons provisoires et modestes des événements en Ukraine pour nos démocraties européennes. Il rappelle le changement de nature du projet européen : construit autour de la réconciliation franco-allemande, puis de l'élargissement pour consolider la paix et déléguer la puissance, il a longtemps été centré sur lui-même. Puis l'Union européenne s'est demandée quelle était sa place dans le monde et a voulu se projeter vers l'extérieur. Cette projection vers l'extérieur semblait peut être plus naturelle à la France qu'à l'Allemagne. L'irruption de la guerre a fait émerger la question classique de l'opposition entre démocraties et régimes autoritaires. **Clément Beaune** pense que Vladimir Poutine a sous-estimé la force des démocraties, considérées comme des régimes faibles basés sur la discussion et l'échange, incapables de prendre des décisions en temps de guerre. Le principal pari de Poutine est la priorisation occidentale de l'économie et du confort. A cet égard, nous avons été agréablement surpris des réactions occidentales. Alors que l'Union européenne est une union de droit, basée sur des procédures longues et complexes, elle a réussi à prendre des sanctions à l'unanimité en quelques heures. Elle a même réussi à répondre avec ses propres outils, à savoir le droit et les mesures économiques liées à notre marché intérieur. Néanmoins nous observons une ligne de fracture qui se dessine entre l'Est et l'Ouest. Les pays de l'Est sont en première ligne de la menace et de l'afflux de réfugiés, évalués à 150 000 par jour et par point-frontière. Ils redécouvrent une souveraineté européenne, en réagissant à la situation en partie grâce à l'aide européenne. Les Polonais par exemple réclament avec fierté le titre des bons élèves de l'Europe. A l'Ouest, nous redécouvrons la souveraineté traditionnelle, le conflit, la guerre, l'exode, images qui ne parlent plus à la plupart des Européens de l'Ouest, exception faite de l'Allemagne. L'Ouest n'a pas connu des événements comme ceux de 56, 68, 89 ou 91. Nous

apprenons aujourd'hui de l'Est le tragique de l'histoire. Nous découvrons enfin que la coopération et la conciliation sont possibles, mais ont un prix : le prix de la liberté et de la démocratie, le prix des luttes géopolitiques avant le confort économique. La dette commune de la COVID était un moment hamiltonien ; la guerre aujourd'hui est un moment washingtonien.

Gilles Gressani interroge maintenant **Michaela Wiegel** sur le changement de mentalité en Allemagne.

Michaela Wiegel remercie *Le Grand Continent* pour la traduction du discours du 27 février du Chancelier Scholz. Elle rappelle qu'en Allemagne la Guerre froide et la période soviétique ne sont pas si lointaines. Une partie des Allemands a encore peur d'un retour de la Russie, sentiment très ancré dans les films contemporains. Le conscient allemand est donc très différent des autres pays de l'Ouest : la prospérité et le bien-être économique ont longtemps été plus importants que la défense. Plusieurs générations allemandes ont été éduquées dans le dividende de la paix et le minimum d'investissements possibles dans la défense. La réaction allemande actuelle n'est pas portée par un processus habituel, c'est-à-dire un consensus forgé au sein des partis ou d'une coalition. Le Chancelier Scholz a pris ses décisions dans l'urgence, en consultant peu ; il n'a rien dit à son groupe parlementaire avant les annonces. Il a ainsi renversé des décennies d'interdiction d'exportation des armes dans les régions en crise, il a décidé de dépenser plus de 2% du budget pour la défense et de créer un fond de 100 milliards d'euros pour l'endettement. **Michaela Wiegel** rappelle que ce changement est pour l'instant porté par une opinion publique sous le choc. Au sein du SPD et des Verts, personne ne sait si ce changement tiendra sur la durée, la priorisation de l'économie avant la géopolitique étant bien ancrée dans l'opinion allemande. Le Chancelier a d'ailleurs ajouté que l'Allemagne ne pouvait pas se priver du gaz et du pétrole russe, ce qui souligne l'incertitude de ce changement.

Mark Leonard se dit tout à fait d'accord avec **Clément Beaune** sur le rôle de la crise en Europe et avec **Michaela Wiegel** sur le changement historique en Allemagne. L'imaginaire est différent dans tous les pays européens. La crise n'est pas seulement sécuritaire, mais aussi philosophique. Nous avons longtemps développé un concept de la paix basé sur l'interdépendance et les échanges, à travers les liens économiques, les personnes et Internet. Cette architecture de paix était presque un projet marxiste d'une base économique commune avec une supra-structure politique et un destin commun qui devait remplacer la compétition entre les pouvoirs. A contrario, l'invasion de l'Ukraine par les chars russes est imprégnée d'un air très 20e siècle, alors même que Poutine attaque l'Ukraine depuis près d'une décennie en coupant l'approvisionnement en gaz et en utilisant les cyberattaques. En retour, la réponse occidentale n'est pas uniquement fondée sur les armes, mais aussi sur la sanction de la banque centrale russe, par le plan énergétique et par Swift. Clausewitz disait que la guerre était la continuité de la politique par d'autres moyens : à notre époque ces autres moyens sont les liens d'interdépendance. **Mark Leonard** prend l'exemple d'un mariage qui s'effondre, mais dont le divorce est impossible. Tous les bons moments passés sont transformés en armes. Dans la géopolitique, les liens énergétiques, le commerce, les flux de personnes, les solutions pandémiques sont désormais des armes potentielles. L'Europe doit

continuer de travailler à un projet de réconciliation et de paix, dont la nécessité est de recouvrer une souveraineté désormais impossible au plan national. Ce sentiment de souveraineté est un désir profond des sociétés et Emmanuel Macron a bien compris qu'une absence de mobilisation européenne sur ce sujet entraînerait l'effondrement du plan européen. Cela demande une solidarité qui n'existait pas avant la guerre en Ukraine. Un papier de **Sylvie Kauffmann** dans le *Financial Times* explique cette révolution philosophique et psychologique, surtout en Allemagne, au Danemark, en Espagne et en Italie. Ces événements tragiques portent peut-être l'espoir d'un nouveau projet européen.

Gilles Gressani demande ce qui a désormais changé dans la notion de souveraineté.

Pour **Sylvie Kauffmann** nous sommes au cœur d'un bouleversement dont nous ne connaissons pas les conséquences. Elle avait été frappé par l'élan de solidarité pour la Pologne lors de la révolution de 1988-1989, alors que la commission européenne est aujourd'hui en conflit avec ce pays au sujet de l'Etat de droit. Elle se demande donc si le changement de regard des Ukrainiens sur l'Europe et des Européens sur l'Ukraine sera durable. L'Ukraine et la Pologne ont vu la solidarité de l'Union européenne, notamment dans la gestion des réfugiés. La Hongrie a voté les sanctions, mais ne permet pas de laisser passer sur son territoire les livraisons d'armes. La Pologne est un élément moteur actuellement : l'ancien président du conseil Donald Tusk a annoncé fièrement que la Pologne avait délivré 1,2 million de visas, contre 50 visas britanniques. Nous observons un changement de regard par rapport à l'Union européenne : l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie ont posé leur candidature, les Balkans occidentaux s'adressent à l'UE et non plus à l'OTAN. Les ancrer dans l'Union serait une manière de nous protéger, mais sommes-nous capable de faire un élargissement ? Il est intéressant de remarquer que le président Macron a appelé le président serbe, sûrement pour le remercier d'avoir voté contre la Russie aux Nations Unies. A propos du livre *Age of Unpeace*, **Sylvie Kauffmann** pense que nous sommes aussi en état "d'a-guerre". Les pays occidentaux sont encore en paix. Mais les aides apportées à l'Ukraine et les sanctions économiques contre la Russie ne sont-elles pas une forme de guerre ? Nous sommes entre la guerre et la paix.

Mark Leonard soulève la grande question de la frontière. La frontière entre ce qui est l'OTAN et ce qui ne l'est pas est désormais claire. On se bat pour l'OTAN avec l'article 5. Mais nous démarrons un nouveau débat sur l'Union européenne, communauté d'imaginaire politique dans l'Etat de droit. Nous observons une tension entre les deux visions de l'Union européenne dans le débat sur l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. Certains gouvernements ne sont pas prêts. Il y a certainement eu une promesse un peu malhonnête faite par Bush et l'OTAN envers ces pays. Comment répondre à leurs aspirations ?

Michaela Wiegel rappelle que le Chancelier Scholz parle de "Zeitenwende", de "tournant du siècle". Comment définir ce moment et quelle est sa finalité ?

Sylvie Kauffmann se demande que faire de Poutine, s'il survit à cette crise.

Clément Beaune commence par citer les mots de Lénine à propos des Occidentaux : “Nous vendrons les cordes avec lesquelles nous les pendrons.” Selon lui, la véritable question est de savoir si les démocraties sont prêtes à faire des sacrifices. Une partie du raisonnement de Poutine tient au calcul que les démocraties libérales et confortables ne voudront pas baisser leur chauffage. Pour le moment, nous ne savons pas, nous faisons preuve de solidarité, ce sont des sentiments faciles, nous ne sommes pas Ukrainiens, ni Polonais. Nous n’avons pas encore passé le test de la corde. Fin février, sur les réseaux sociaux, tout le monde était prêt au sacrifice, dans l’unanimité et le soutien populaire. Est-ce soutenable ? L’ancienne présidente lituanienne a répondu aux Luxembourgeois dans un conseil européen, qu’en cas de coupure de gaz, elle mettrait un pullover. De même, la solidarité est une bonne chose, mais elle ne sauvera pas une vie. La vraie solidarité est d’abord militaire et humanitaire.

A propos de l’éternel débat sur l’élargissement, **Clément Beaune** préfère rester prudent. Il ne faut pas faire de l’Union européenne la première victime de l’émotion géopolitique, car elle doit pouvoir fonctionner en cas de besoin. L’intégration de l’Ukraine entraînerait l’intégration de la Moldavie et la Géorgie et l’accélération pour les Balkans. Le fait que l’Union européenne est vue comme une protection est une bonne nouvelle : nous pouvons espérer que Poutine n’attaquera pas un pays membre. La crise a enclenché une nouvelle réflexion sur les différents formats de l’Union : si on ajoute 60 à 80 millions d’habitants et une dizaine de pays, la réforme serait indispensable. **Clément Beaune** pense qu’on ne peut plus proposer le modèle épuisé d’une super-association. Il ne se prononce pas sur Poutine. Sur le sujet de la guerre, nous en apprenons le prix. Chacun regarde ce que les autres sont prêts à payer, y compris Poutine. Cela nous permet de réfléchir au plan suivant, car nous connaissons désormais déjà la tarification.